CIRCULAIRE N° 518 DU 7/04/1987

Règlementant le Transit entre la Côte d'Ivoire et les pays voisins et limitrophes

CLT : B- 80

OBJET : Déclarations d'acquit-à-caution de transit.

TITRE - I DISPOSITIONS GENERALES ET SPECIALES

A - ENONCIATIONS DES ACQUITS-A-CAUTION DE TRANSIT.

Les acquits-à-caution de transit D15, D24, D25 sont des déclarations en détail et à ce titre, doivent comporter les énonciations prévues à l'article 5 de la Décision N° 1 du 8 Septembre 1984 fixant la forme des déclarations en détail et notamment :

1°) le nom et l'adresse complète du déclarant qui doit être un commissionnaire en Douane, sa qualité et son numéro d'agrément ;

2°) le nom et l'adresse complète de la caution.

Le service de la recevabilité devra contrôler le numéro d'agrément des commissionnaires en Douane.

B - LE CAUTIONNEMENT DES ACQUITS - A - CAUTION.

1°) - RAPPEL.

La caution en matière de Douane n'est vis-à-vis du service ni une caution de complaisance, ni un co-débiteur, mais un redevable au même titre et exactement dans les mêmes conditions que le principale obligé, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas opposer au fisc, le bénéfice de la discussion ou le bénéfice de la division ; elle est directement obligée envers l'Administration des Douanes.

C'est pourquoi l'agrément d'une caution requiert de sérieuses références de solvabilité et de moralité.

A cet égard, peuvent être agréées comme caution pour les opérations de transit et dans la limite du cautionnement exigible :

- Les Sociétés de transit agréées ou toutes autres personnes morales ayant un crédit d'enlèvement en Douane. A cet effet les soumissions de crédit d'enlèvement sont valables pour une année civile et sont déposées auprès des Chefs des Bureaux de Douane des localités nommément

désignées dans lesdites soumissions dûment acceptées par le Receveur Principal des droits de Douane.

- Les Banques et les Sociétés de Crédits.

2°) Agents habilités à agréer les cautions pour les opérations de transit.

- Les Chefs des Bureaux des Douanes d'Abidjan et les Chefs des Sections des Ecritures du Port.
- Les Chefs des Bureaux ouverts au Transit conformément à l'annexe de l'Arrêté N° 281/MEF/Douane du 5/05/1977 portant attribution des Bureaux des douanes et leurs heures d'ouverture.

En l'absence de caution agréée, le transport des marchandises sous douanes se fera :

- Soit sous la garantie d'une escorte effectuée par au moins deux agents des douanes dûment désignés par l'autorité compétente lorsque la réalisation de cette opération d'escorte est possible ;
- soit sous la garantie de la consignation des droits et taxes relatifs à la marchandise à expédier.

3°) - Signature des cautions

La signature des cautions sur les acquits-à-caution de transit doit être précédée de la mention manuscrite suivante : "LU ET APPROUVE" elle-même suivie du nom en lettres capitales de la personne habilitée à les signer.

Les personnes physiques ayant reçu par procuration le pouvoir de signer des acquits – à – caution devront déposer auprès des Chefs des Bureaux concernés un spécimen de leur signature et une copie originale de la procuration les habilitant à signer les déclarations en détail, une liste de ces personnes sera établie et actualisée par les Chefs des Bureaux susvisés pour tenir compte des modifications éventuelles.

4°) - Limitation de la responsabilité du souscripteur d'Acquit-à-caution D25, D6, D8 au Bureau Frontière.

La responsabilité du souscripteur d'acquit-à-caution se limite à la frontière, après passage à l'étranger de la totalité des marchandises déclarées, constaté par un agent des douanes suivant la formule "VU PASSER A L'ETRANGER..."

Pour ce qui concerne les D25 et au bureau de destination après prise en charge des marchandises et décharge de l'acquit pour les D15 et D24.

C - FORME DE L'ENGAGEMENT CAUTIONNE SUR LES D15, D24, D25.

1°) - Formulaire des acquits- à –caution D25, doit être rédigé comme suit :

“Je soussigné.....
déclare, sous les peines de droits, les marchandises ci-après détaillées, en vue de leur réexportation
vers.....par.....
Via le bureau de.....

Je m'engage, conjointement et solidairement avec.....
ma caution, également soussignée à faire transporter ces marchandises au bureau ou poste frontière
de sortie dans un délai de trois (3) jours à compter de leur enlèvement et à justifier le cas échéant,
dans les :

30 jours (BURKINA FASO)
60 Jours (MALI)

qui suivent la demande de service, leur mise sous douane au Bureau de destination.

2°) - Formulaire des acquits – à – caution D15, D24.

L'engagement cautionné porté en tête de l'acquit D15 ou D24 doit être rédigé comme suit :

“Je soussigné.....
déclare, sous les peines de droits, les marchandises ci-après détaillées, en vue de leur réexportation
vers.....par.....

“Je m'engage, conjointement et solidairement avec.....
ma caution, également soussignée, à faire transporter ces marchandises au bureau (indiqué) ci-
dessus et à les placer sous un régime douanier dans un délai de six (6) jours à compter de leur
enlèvement et à justifier le cas échéant, dans les 15 jours qui suivent la demande du service, leur
mise sous douane au bureau de destination”.

Titre II - ITINERAIRES A SUIVRE :

A - TRANSPORT DES MARCHANDISES SOUS DOUANE

A DESTINATION DE LA REPUBLIQUE DE MALI.

Les transporteurs de marchandises sous douane chargées à Abidjan et destinées à la République du Mali devront, sur le territoire national jusqu'au bureau des douanes de sortie, suivre l'un ou l'autre des itinéraires ci-après :

- Abidjan (par autoroute du Nord) Toumodi – Yamoussoukro – Bouaké – Katiola – Tafiré – Ferkéssédougou – Ouangolodougou – Pogo (Bureau de sortie).
- Abidjan (par autoroute du Nord) Toumodi- Yamoussoukro – Bouaflé – Daloa – Séguéla – Touba – Odiénné – Tiéféno – (Bureau de sortie)

- Abidjan (par autoroute du Nord) Toumodi – Yamoussoukro – Bouaflé – Daloa – Séguéla – Boundiali – Tengréla (Bureau de sortie).

B - TRANSPORT DE MARCHANDISES SOUS/DOUANE
DESTINEES A LA REPUBLIQUE DU BURKINA-FASO

Transport par route :

Les transporteurs de marchandises sous-douane, chargées à Abidjan-Port, Vridi, Port-Bouët, pour la République du Burkina-Faso devront suivre l'itinéraire suivant :

Abidjan (par autoroute du Nord) Toumodi - Yamoussoukro – Bouaké – Katiola – Tafiré – Ferkessedougou – Ouangolodougou (bureau de sortie). Certaines marchandises sous-douane à destination des Pays limitrophes sont soumises à escorte jusqu'à la frontière.

TITRE III - FORMALITES DE TRANSPORT

A - OBLIGATIONS DU SERVICE DES DOUANES

En règle générale, le service des douanes des Bureaux frontières ou bureaux de destination de l'intérieur doit systématiquement assurer sans délai, le retour au bureau d'émission d'une copie de tout acquit-à-caution (D25, D24, D15) aux fins d'apurement des registres MT8.

Il est rappelé aux Chefs locaux et à tous les agents, la nécessité d'accorder sa signification profonde à ce principe pour une plus juste et rigoureuse application.

B - FORMALITES AU BUREAU DE DEPART

1°) Nombre d'exemplaires :

La déclaration d'acquit – à – caution D15, D24, D25, doit être établie en sept (7) exemplaires au moins :

- 1 copie blanche
- 1 " rose
- 1 " jaune
- 1 " verte
- 3 " bleues

2°) Ventilation des acquits D15, D24, D25

A - Cas général

- la copie blanche (PRIMATA) reste aux archives
- " rose est l'exemplaire destiné à la statistique
- " jaune est l'exemplaire destiné au déclarant
- Une copie bleue retenue par la Brigade Commerciale sert à l'apurement des manifestes.

-La copie verte et les 2 bleues doivent accompagner les marchandises jusqu'au bureau de destination pour les D15, D24 et jusqu'au bureau de sortie effective pour les D25 pour y être présentées.

Au départ du Bureau émetteur et au moment de l'enlèvement des marchandises, le service devra après une reconnaissance des colis, annoter ces trois exemplaires (1verte 2 bleues) des acquits – à – caution concernés : s'il s'agit de transport routier, du numéro du camion, du numéro du wagon, du numéro du plomb apposé par le service si le transport s'effectue par voie de chemin de Fer à destination du Burkina-Faso.

b - Cas particuliers du Mali :

La blanche (primata) reste aux archives

la rose destinée à la statistique

la jaune destinée au déclarant

la verte et 2 bleues accompagnent la marchandise jusqu'au Bureau de sortie

la bleue est retenue à la section des Ecritures d'Abidjan pour être adressée à la Direction des Douanes du Mali.

b - 1 Transmission des copies de déclarations au Bureau Central des Acquits de Bamako.

Il est rappelé que tous les Bureaux de douane et principalement le Bureau des douanes de Bouaké adresseront désormais aux chefs de sections des Ecritures à Abidjan un exemplaire de toutes les déclarations d'acquits-à-caution et éventuellement de D48 établies dans leur bureau pour accompagner les marchandises au Mali.

Les Chefs de sections des Ecritures à Abidjan sont chargés de l'acheminement des documents ainsi transmis sur le Bureau Central des acquits de Bamako dans les mêmes conditions que ses propres documents.

Les copies de déclarations destinées au bureau central des acquits de Bamako doivent être lisibles.

b - 2 Suppression des acquits D48 :

Il ne sera plus exigé de déclaration D48 à l'appui des déclarations D6 établies pour l'exportation de produits industriels Ivoiriens.

Cette déclaration devient obligatoire, s'il s'agit de produits du crû de la Côte d'Ivoire ayant bénéficié d'avantages fiscaux ou d'autres avantages en raison de leur destination privilégiée. Dans ce cas la preuve de la mise à la consommation effective du produit dans le pays de destination devra être rapportée.

b - 3 Attestation de valeur tenant lieu de facture pour les produits en provenance des pays de l'Est :

Les attestations de valeur présentées par les responsables Maliens en lieu et place des factures à l'occasion des formalités de transit des marchandises en provenance des pays de l'Est et destinées à des sociétés d'Etat Maliennes, sont recevables à titre exceptionnel en Douane lorsque les factures requises ne peuvent être produites.

C - FORMALITES A DESTINATION OU A LA SORTIE

1°) Formalités au Bureau de destination pour les transports à l'intérieur du Territoire Douanier Ivoirien par D15, D24

- 1 copie verte (exemplaire "BON A ENLEVER") et
- 2 copies bleues ont accompagné la marchandise jusqu'au bureau de destination pour les transferts effectués à l'intérieur du territoire douanier.

Le moyen de transport et la marchandise qu'il contient devront être présentés, ainsi que les trois (3) copies (1 verte et 2 bleues) d'acquit-à-caution accompagnant ces marchandises, au bureau de destination. Ce bureau constatera la prise en charge de la marchandise par une déclaration d'apurement lui assignant un régime douanier. La section visite rédige le certificat de décharge de l'acquit en annotant les trois copies de l'acquit et en précisant toute constatation éventuelle relative à la vérification.

- Les deux (2) copies bleues déchargées sont remises au déclarant ; l'une d'elle peut servir de preuve ou de justification sur la bonne arrivée à destination de la marchandise en cas de réclamation du service.

- La copie verte tenant lieu de "BON A ENLEVER" de l'acquit D15 ou D24 déchargé doit être renvoyée sans délai au bureau de départ par les soins du bureau de destination aux fins d'apurement du registre MT8.

2°) Formalités au bureau de sortie pour les transports couverts par D25

La copie verte (exemplaire "BON A ENLEVER") et
2 copies bleues ont accompagné la marchandise jusqu'au Bureau ou Poste de Sortie.

Le moyen de transport et la marchandise qu'il contient devront être présentés, ainsi que les 3 copies (2 bleues et 1 verte) d'acquit-à-caution accompagnant ces marchandises au bureau ou poste frontière de sortie. Ce bureau constatera la sortie de la marchandise par apposition sur les 3 copies d'acquit-à-caution d'accompagnement visées par le bureau d'émission de la mention "vu passer à l'étranger véhicule ou wagon N°..... transportant.....
Colis de..... suivie de la date, du nom, du matricule et de la
Signature de l'agent ayant contrôlé le chargement ou du cachet du service.

Après annotation des résultats de la reconnaissance du service des douanes frontières sur les 3 exemplaires et après leur enregistrement sur un registre ouvert à cet effet, les copies reçoivent les destinations suivantes :

- La copie verte est renvoyée sans délai au bureau d'émission par les soins du bureau de sortie pour décharge de l'acquit et apurement du registre MT8. Cet apurement devra s'effectuer au vu du N° d'enregistrement donné par le bureau de sortie.

- Les deux copies bleues accompagnent la marchandise à l'étranger.

TITRE IV - DELAI DE TRANSPORT

A - TRANSPORT A L'INTERIEUR DU TERRITOIRE DOUANIER IVOIRIEN SOUS LE COUVERT DES ACQUITS-A-CAUTIONS D15, D24.

1°) Rappel

Il est rappelé que la responsabilité du souscripteur d'acquit-à-caution D15, D24 se limite au Bureau de destination après décharge de l'acquit par la déclaration assignant un régime douanier définitif à la marchandise (TITRE III – C-1 § 1).

Dans le cas de transfert de marchandises sous douane, quel que soit le moyen de transport, d'un point du territoire douanier ivoirien vers un autre point du même territoire, le délai de transfert sera de 6 jours.

Ce délai court à compter de la date de sortie d'entrepôt ou de l'enlèvement des marchandises lorsqu'il s'agit d'importation directe.

Dans ce délai de 6 jours, il faut comprendre 3 jours pour le transport de la marchandise au bureau de destination et surtout 3 jours ouvrables pour y donner un autre régime douanier à cette marchandise.

Au sens de la présente circulaire, le transfert n'est effectivement réalisé que lorsque l'acquit-à-caution D15, D24 a été déchargé à destination conformément aux prescriptions du TITRE III C- §1 ci-dessus.

2°) Exception

En cas de présomption de fraude (ou pour tout autre raison) le soumissionnaire de l'acquit reste tenu de fournir dans les 15 jours qui suivent la demande du service, sous peine d'amende pour non exécution des engagements souscrits, toute justification sur la bonne arrivée à destination de la marchandise et du régime douanier qu'elle a reçu (cf. TITRE III – C-1^{er}).

B - TRANSPORT DES MARCHANDISES VERS LES PAYS VOISINS ET LIMITROPHES PAR D 25

1°) Règle Générale

Sur le territoire douanier national, le transporteur disposera de trois jours pour procéder à l'exportation, c'est-à-dire pour présenter la marchandise transportée au visa des agents du bureau des douanes frontières. Ce délai prend effet à compter de la date d'enlèvement des marchandises.

Toutefois, les sociétés de transit, sous la réserve qu'elles disposent d'un magasin de groupage agréé, sont autorisées au vu des "bon à transporter", à enlever des magasins cales du port ou de l'Aéroport, les marchandises pour les mettre en stocks dans leurs magasins de groupage. Dans ce cas, le délai de 3 jours court à compter de la date de sortie des marchandises du magasin de groupage.

La déclaration sommaire de transfert levée le cas échéant doit être apurée au fur et à mesure de l'enlèvement des marchandises.

Le transport de ces marchandises des lieux ci-dessus visés aux magasins de groupage s'effectue sous la surveillance du service. Il reste entendu que les frais d'escorte ou de présence du service dans les magasins de groupage restent intégralement à la charge des Sociétés de Transit ou de leurs mandataires.

Lorsque les marchandises sont prélevées d'un entrepôt fictif ou de tout autre régime que d'importation directe, le chargement devra être effectué en présence du service.

Au sens de la présente circulaire, l'exportation est considérée comme réalisée lorsque le bureau frontière a constaté le passage à l'étranger de la marchandise par annotation des résultats de la reconnaissance de l'Agent des Douanes sur les trois (3) exemplaires de l'acquit-à-caution conformément aux prescriptions du TITRE III C-2è.

2°) EXCEPTION

En cas de précomptions de fraude (ou pour tout autre raison les soumissionnaire de l'acquit reste tenu de fournir dans les 30 jours qui suivent la demande du service, sous peine d'amende pour non exécution des engagements souscrits, toutes justification sur la bonne arrivée à destination de marchandise et du régime Douanier qu'elle a reçu sans préjudice du paiement des droits et taxes exigibles.

Dans ces conditions les droits et taxes sont liquidés d'office et acquittés au comptant. Pour les pays à façade maritime, les acquits-à-caution D 25 doivent être expressément autorisés.

DISPOSITIONS FINALES.

1°) La présente circulaire s'applique à tous les acquits-à-caution levés dans le cadre des transports par voie routière.

2°) Pour les expéditions par voie maritime, la copie renvoyée au bureau d'émission avec la mention « VU EMBARQUER..... »

Les dispositions de la présente circulaire annulent et remplacent celles des circulaires n° 187 du 03/02/75 et n° 320 du 25/05/79.

Toute difficulté éventuelle d'application ne sera signalée d'urgence.

M.K.ANGOUA